

Antimythe-15 : La France est en retard dans la transition énergétique

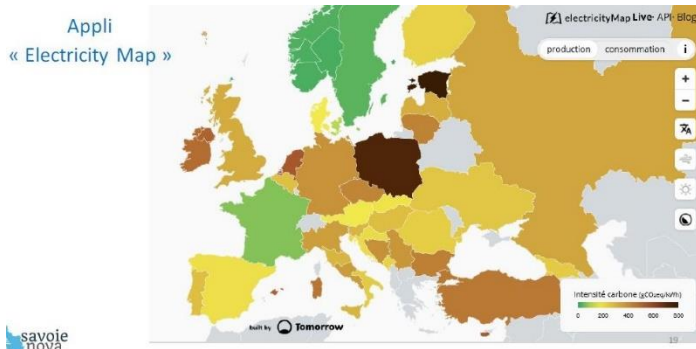


Fig. 1 : Émissions CO2 en temps réel en Europe

En retard par rapport à qui ? Pour atteindre quel objectif ? Ce slogan d'autoflagellation ne correspond heureusement pas à la réalité, mais encore faut-il définir l'objectif, les étapes pour l'atteindre, les critères de priorité, et les indices de suivi pour corriger le cap si besoin.

L'état des lieux : Quand on regarde la carte de l'intensité carbone de la production d'électricité en Europe sur l'appli « *electricityMap* », on voit la France en vert, au même titre que la Suède, grâce au mix décarboné hydraulique-nucléaire.

Le Danemark a remplacé le charbon (90% de la production électrique en 1990) par de l'éolien et de la biomasse-déchets. Sinon, les pays nucléarisés se placent mieux que ceux qui ne le sont pas – ou peu, comme l'Allemagne.

Signalons que le nucléaire en France n'émet que 6 g eq.CO2/kWh, alors que la moyenne européenne pour la production d'électricité est de 335 g / kWh.

Mais, comme rappelé dans l'Antimythe N°14, l'électricité ne représente pas toute la forme d'énergie mise en œuvre dans un pays, et une grande fraction des sources est d'origine fossile : charbon, pétrole et gaz.

Il est intéressant de comparer les émissions de CO2 par personne par rapport à la richesse évaluée par le PIB (Fig. 2) : la France est peu émettrice parmi les pays à plus de 30.000 \$/an/hab. de taille similaire.

Pour autant, quand on compare la France et la Suisse, on voit que **sobriété carbone** ne signifie pas pauvreté.

Un autre point à considérer, c'est la notion d'empreinte carbone, qui inclut l'impact des importations.

La Fig. 3 montre que si les émissions intérieures françaises ont baissé en 10 ans de 21 %, elles sont compensées par le doublement des émissions liées aux produits importés. La crise de covid-19 apporte la démonstration que cette décroissance de la production industrielle est néfaste, tant au plan de la souveraineté nationale qu'au plan de la lutte mondiale contre le réchauffement climatique.

Une politique efficace de décroissance des rejets de carbone de la France consisterait donc à électrifier autant que faire se peut les procédés industriels, de façon hiérarchisée en prenant comme critère le coût du CO2 évité, pour optimiser les dépenses nationales.

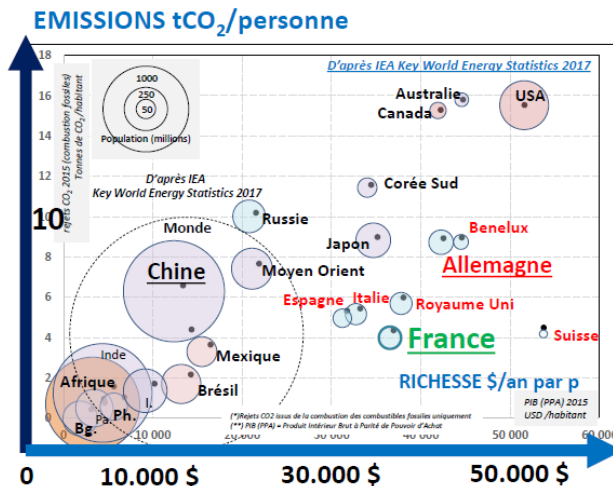


Fig. 2 (Source: IEA Key World Energy Statistics 2017)

ÉVOLUTION DE L'EMPREINTE CARBONE

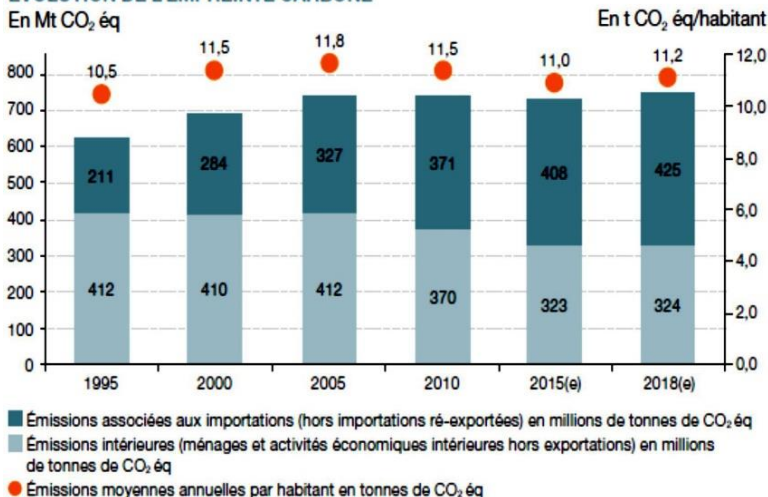


Fig. 3 (Sources : SDES, d'après EDGAR, 2018 ; Banque mondiale, 2019)